

nant compte de ces faits il se peut que nous procédions autrement que nous le faisons aujourd'hui.

M. SLAGHT: Au sujet des questions posées par l'honorable député, et en l'absence du ministre des Munitions, je ferai remarquer qu'avant que le Canada prenne une décision relativement à l'usine de Sarnia, je me suis intéressé à cette question et j'ai eu une entrevue avec lui. Je sais qu'il a retenu les services de M. Speakman, qui était chef du bureau national de recherches provincial à Toronto, un chimiste très compétent...

L'hon. M. GARDINER: Il est l'auteur de ce rapport.

M. SLAGHT: ...et je me suis entretenu avec lui avant l'établissement définitif de l'usine de Sarnia. Il s'est rendu à Washington et y a conféré assez longuement avec les autorités à cet endroit relativement à l'emploi de l'alcool et du blé dans la fabrication du caoutchouc. Il y avait de grandes divergences d'opinions chez les experts aux Etats-Unis, beaucoup de controverse, mais les honorables députés peuvent être certains que le Canada a étudié la question à fond avant de décider de construire l'usine de Sarnia.

M. WRIGHT: Je reconnais comme l'honorable député que le Gouvernement a fait une étude approfondie de la question avant d'établir une usine à cet endroit, mais il y a eu du nouveau depuis. Bon nombre d'honorables députés aimeraient qu'on fasse d'autres recherches afin d'améliorer les procédés de la production de l'alcool au moyen de denrées agricoles, afin de voir s'il serait possible d'obtenir de meilleurs résultats de cette source que du pétrole. Nous aimerions que le Gouvernement poursuive ses expériences afin de déterminer si on ne peut pas tirer de l'alcool des produits agricoles plus avantageusement qu'on l'a fait en 1941. Je suis convaincu que c'est possible. Toutes les expériences faites en ce moment semblent l'indiquer, et la plupart des honorables députés désirent que le Gouvernement poursuive ses recherches de ce côté, même s'il a adopté le présent programme. Il lui faut bien pousser le programme actuel puisqu'il s'est engagé de le faire, mais ce n'est pas une raison d'abandonner les recherches en ce moment.

L'hon. M. GARDINER: Le Gouvernement n'a pas l'intention d'abandonner les recherches en cours.

M. EDWARDS: J'hésite à prendre la parole sur cette question, car je me rends compte qu'il sied mal en temps de guerre de détourner l'attention publique des exigences immédiates de la guerre et des problèmes que la guerre a posés. Il me semble

[L'hon. M. Gardiner.]

toutefois, après avoir suivi quelques-unes des conférences de l'Association parlementaire impériale et cherché à scruter l'avenir, que les arrangements pris par d'autres pays, alliés ou anti-alliés, créeront à l'agriculture de l'Ouest canadien un très grave problème en ce qui concerne la mise sur le marché des produits naturels que fournissent aujourd'hui les provinces des Prairies.

Nous n'ignorons pas que, depuis l'ouverture des hostilités, les Iles Britanniques ont accru leur production agricole de 35 p. 100 à 70 p. 100 des besoins nationaux. Quel sera l'effet de cette augmentation sur l'écolement possible, après la guerre, de la majeure partie des produits agricoles de l'Ouest canadien? Il est indiscutable que le Canada risque de ne pouvoir conserver la position enviable dont il jouit actuellement sur le marché britannique. Et si, en Europe, les pays qui ont accru leur production agricole de guerre devaient poursuivre après les hostilités la même politique, qu'arriverait-il? Ils ont agi de la sorte par nécessité, en profitant des recherches scientifiques et des méthodes de production massive. Que fera le Canada,—et en m'exprimant ainsi je ne pousse pas l'égoïsme jusqu'à séparer l'Est de l'Ouest, car les deux régions partagent le même sort,—que ferons-nous de l'excédent de notre production agricole, si nous continuons à produire de la même façon que pendant la guerre? C'est ce qui me préoccupe au plus haut point. Des changements s'imposeront sans doute dans l'Ouest, sinon dans nos méthodes, du moins dans la culture des produits de nos fermes. La guerre a au moins appris à la population de l'Alberta à élever les porcs avec avantage et satisfaction, à produire du lait, du fromage, du beurre comme elle n'avait jamais encore rêvé d'en produire. Si nous voulons maintenir le nombre de nos cultivateurs dans l'Ouest du Canada, nous devons, à mon sens, adopter l'une des deux lignes de conduite suivantes: ou bien produire des denrées de meilleure qualité que celles que nous produisons actuellement, et chercher à le faire plus économiquement, ou bien découvrir d'autres moyens d'utiliser ces denrées ou d'autres produits qui croîtraient dans le sol et sous le climat de l'Ouest canadien.

Les premiers mots que j'ai prononcés dans cette enceinte me reviennent à la mémoire. Nous discutons alors les crédits du ministre. Je me suis demandé et j'ai demandé au comité ce que ferait un homme d'affaires dans des circonstances semblables? S'il avait à résoudre le problème que pose l'excédent de production dans son usine, il ferait l'une des deux choses suivantes: Ou bien il ferait venir des spécialistes en matière de commerce pour qu'ils lui indiquent comment créer la de-